

UN GRAND COUP!

Le journal de la CLAC-Montréal ★ Convergence des luttes anticapitalistes ★ Automne 2012

Travaille, consomme, pis ferme ta gueule: FUCK YOU, OSTIES D'CROSSEURS !

À cette condamnation des capitalistes, au Québec l'année 2012 passera à l'histoire pour la réponse que leur ont servie dans la rue des centaines de milliers de personnes! Cette réponse et la mobilisation sociale auxquelles nous assistons confrontent une situation économique, sociale et environnementale désespérante... Cette réponse est porteuse d'espoir. L'espoir d'un monde meilleur!

Point d'illusion, de pensée magique, de raccourcis où d'excitation adolescente. Nous ne sommes qu'au réveil nécessaire avant d'entreprendre une véritable lutte pour ébranler le capitalisme et chasser les capitalistes de leur royaume. Mais l'agitation des derniers mois, dans la foulée des contestations étudiantes, a fait voir la puissance des gestes collectifs, l'importance du lien entre les luttes, l'expression réelle de notre colère avec des slogans, enfin débarrassés de l'asepsie ambiante. Les personnes qui prennent la rue font preuve de courage, de persévérance et de résistance malgré la répression. Nous avons assisté à une extraordinaire diversité des tactiques et des symboles du capitalisme ont réellement été visés. L'organisation autonome a gagné ses lettres de noblesse. Qui osait rêver de cette effervescence anticapitaliste il y a à peine un an?

Malgré que la révolte ne soit pas encore réellement menaçante, les biens pensants s'en sont étonnés et scandalisés. En effet, pourquoi se révolter devant ce que le système capitaliste nous offre : la concurrence sans fin, l'exploitation de toutes les contradictions et de toutes les spécificités qui composent l'espèce humaine, la destruction de l'environnement, etc.

Le capitalisme industriel soufflera bientôt ses 200 ans. Il a profité du développement extraordinaire des connaissances humaines, il a alimenté les guerres mondiales et régionales, il a brandi la menace communiste, puis terroriste. Le capitalisme a toujours profité de tout ce qui lui tombait sous la main pour enrichir une petite classe d'exploiteurs. Les capitalistes ont certes concédé (de force) des améliorations aux conditions de vie de la classe ouvrière occidentale. Mais aujourd'hui, le constat est accablant. Les dommages sont énormes. Le capitalisme vient de connaître trente années glorieuses où la concentration et l'augmentation de la richesse pour

la classe dominante ont été fulgurantes! La bouée des capitalistes, c'est maintenant la récession permanente. On justifie les compressions et les mesures d'austérité devant la supposée obligation de rembourser la dette des États comme un puit sans fond. Dettes que nous devons naturellement à ces mêmes capitalistes...

À tous les six mois, on offre un nouveau téléphone intelligent à la classe moyenne occidentale, mais on se fout du milliard de personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable. On repassera pour trouver un vaccin contre la malaria, une des plus importantes causes de mortalité au monde... Toute l'énergie créatrice du capitalisme est tournée vers la production d'objets de consommation à jeter en pâture aux travailleurs et aux travailleuses... pour que le fruit de leur travail retourne au plus vite dans les poches des plus riches! Le capitalisme, c'est une standardisation du monde, un prêt-à-manger, prêt-à-porter, prêt-à-penser, prêt-à-jeter... Les boss, les compagnies doivent faire de l'argent, des profits, beaucoup, toujours plus et de plus en plus vite. Et à n'importe quel prix. C'est ça le jeu! On peut changer de jeu, mais on ne peut pas changer les règles du jeu. Les avancées sociales que nous arrachons aux parlements bourgeois sont des leurres que le capitalisme est véritablement réformable.

Tous les chefs d'État étaient présents au sommet du G-20 à la fin juin au Mexique pour parler de relance économique. L'absence quasi totale de ces mêmes chefs au Sommet de Rio sur l'environnement quelques jours plus tard est révélatrice. Pourtant, les discussions à ce genre de sommet sont loin de la remise en question fondamentale du capitalisme. Face aux dramatiques perturbations de l'environnement qui nous pendent au bout du nez, les capitalistes vivent sur du temps emprunté. En matière d'environnement, on ne peut plus donner de temps au temps...

Le Grand Prix de course automobile de Montréal, tenu en juin dernier, a été une occasion particulièrement claire de voir ce fossé qui se creuse entre la raison des plus riches et des plus pauvres. Si on avait besoin d'une preuve que la police protège les riches et les fascistes... On a rien de moins que réquisitionné le centre-ville de Montréal pour un party privé de quatre jours! Que de hauts-le-cœur de voir l'ineffable ministre des Finances (et ex grand dirigeant de la FTQ) Raymond Bachand dérouler le tapis rouge au facho de Bernie Ecclestone tout en martelant qu'il ne se laisserait pas intimider par la rue. Quand la sexiste, coûteuse, polluante et inutile F1 devient un projet de société...

La bourgeoisie canadienne n'est pas en reste avec son potentat de Harper. Minutieusement, on travaille à jeter aux poubelles de l'histoire tous les droits sociaux que la population canadienne a gagnés de hautes luttes. En arrière toute! Combien de temps encore avant une réelle attaque au droit à l'avortement? Un beau projet de société...

Partout dans le monde, les pauvres, les opprimés, les travailleuses et les travailleurs se révoltent. Même les médias bourgeois ne peuvent le cacher. En effet, une lecture attentive de l'actualité révèle l'ampleur des contestations. Mais il faudra plus, beaucoup plus.

Au Québec, la contestation sociale devra relever l'épreuve du temps. À courte échéance, la remise en place du gouvernement Charest pourrait en décourager plusieurs et un gouvernement péquiste servira probablement de prétexte au mouvement communautaire et syndical pour prendre une pause (non méritée!)...

La solidarité humaine élémentaire nous commande de changer radicalement le monde... et tout de suite! Comment pouvons-nous accepter une seconde de plus toutes les inégalités, la misère, le spectre de la catastrophe environnementale? La vie peut et doit être meilleure!

**À toutes les crapules capitalistes qui nous disent «Travaille, consomme, pis ferme ta gueule», on leur répond:
FUCK YOU, OSTIES D'CROSSEURS !**

CLAC-Montréal, août 2012



Un grand coup!

Frapper un grand coup : prendre des mesures exceptionnelles pour faire cesser un état de choses. Produire un effet considérable et décisif. Ce que fait le mouvement étudiant présentement!

Le journal de la CLAC-Montréal ★ Convergence des luttes anticapitalistes ★ Automne 2012

Leurs lois, spéciales ou pas, on s'en criss!

Sans surprise, on constate qu'une nouvelle échéance électorale s'annonce. Voilà une stratégie d'envergure de l'État pour récupérer la grève, parce qu'elle pourrait devenir de plus en plus féroce, voire révolutionnaire! On fait croire habilement à l'électorat que c'est lui qui choisira l'issue de la crise. C'est bien le moment pour les politiciens de ressortir leurs grands discours, de s'annoncer comme les sauveurs-gestionnaires de la crise et de gagner du capital politique. Ceux-là prétendent représenter les aspirations des gens, en les dictant.

Soyons sincères: aucun politicien ne pourra jamais rendre même le centième de la liberté et de la solidarité vécues durant un mouvement de grève. Les compagnes et compagnons commencent à peine à se reconnaître, à partager la complicité qui leur permet enfin de se rencontrer et de se questionner pour devenir maîtres de leurs propres vies. Plusieurs camarades, refusant de se soumettre, ont choisi un destin qui ne s'accorde pas avec les désirs de richesse, de domination et de contrôle des ennemis. Comme d'habitude, les politiciens lancent des messages insécurisants et ils sèment le doute quant à la capacité des rêveurs à produire leur existence autrement, ou quant à l'habileté à créer d'autres formes d'éducation qui ne passeraient pas par l'État, par exemple.

Retourner en classe n'a tout de même aucun sens. Arrêter de produire ou saboter la circulation du capital et des marchandises, simplement parce qu'on n'y croit plus,

répond d'un désir partagé de réappropriation des espaces et des modes de vie. On veut plus de liberté, plus d'espaces de rencontre, plus de combats contre les flics et le capital et cela même si ce n'est que dans le but de mettre en jeu, d'évaluer et d'améliorer les forces et potentiels révolutionnaires. La solidarité dans l'action se construit par l'expérience.

Alors que leurs lois fascistes criminalisent la grève et que les syndicats sont vendus, rien ne doit empêcher les complices de se retrouver afin que ceux et celles-ci s'organisent en transformant leurs quotidiens et en mettant la main à la pâte: les travailleurEUSEs, les étudiantEs, les chômeur-SEs, les BS, les mères et leurs enfants et tous les autres qui sont à bout! Issues de la popularisation du mouvement de grève et de l'élargissement de la contestation dans la rue contre la loi et l'ordre, les assemblées populaires autonomes



s'organisent maintenant dans les quartiers. Celles-ci pourraient se répandre dans les milieux de travail et dans les écoles afin de repousser les limites légales, institutionnelles, autoritaires, médiatiques et associatives qui sont imposées partout. Lorsque la grève devient illégale, la grève sauvage, autonome et hors-la-loi s'organise!

Aucune élection ne pourra jamais nous donner la liberté. C'est à ceux et celles qui la veulent d'aller la prendre. Les urnes sont de ces dispositifs qui font croire aux gens qu'ils ont un pouvoir de décision. Il y a celles et ceux parmi nous qui sont d'avis qu'il faut les brûler parce qu'elles nous aliènent, reprendre les rues, occuper les espaces, bloquer les écoles et continuer la grève par tous les moyens, se réappropriant nos vies, nos corps et notre dignité.

Grève Sauvage et révolution.

Soutenons nos camarades prisonnières politiques!

Lorsqu'on s'attaque aux privilèges de l'État et du Capital, il faut s'attendre à une réponse violente. La judiciarisation est un instrument privilégié de l'État pour intimider ses ennemis et endiguer la résistance. Mais qu'il ne soit pas dit que nous abandonnons nos camarades à leur sort. Elles et ils ont besoin de notre soutien personnel, financier, juridique et moral. Elles et ils ont aussi besoin de savoir que nous ne nous laissons pas intimider, que leur sacrifice inspire tout un mouvement, et qu'à chaque instant leur exemple nous motive à poursuivre la lutte.

Alex Hundert, Mandy Hiscocks et Kelly Pflug-Back sont parmi les militantEs les plus durement touchéEs par la répression qui a suivi le sommet du G20 de Toronto. Alex, Mandy et Kelly purgent actuellement des peines de 13,5, 16 et 15 mois d'emprisonnement, respectivement, pour leur rôle dans les actions historiques de juin 2010. Pour savoir comment leur offrir votre soutien:

<http://alexhundert.wordpress.com>,
<http://boredbutnotbroken.tao.ca/>,
<http://guelphabc.noblogs.org/>.



Pour en savoir plus sur le prétendu « Principal groupe de comploteurs du G20 », visitez <http://conspiretoresist.wordpress.com>

Au Québec, Charles Bicari a quant à lui été condamné à sept mois de prison par une merde finie répondant au nom de Juge Valmont Beaulieu. Voir <http://bit.ly/Mv95d2>. Deux autres Québécois ainsi qu'un camarade Argentin sont actuellement en attente de procès relatifs à des accusations criminelles découlant du sommet de Toronto. Nous nous efforcerons d'afficher des renseignements actualisés sur le site www.clac-montreal.net.

Jusqu'à maintenant en 2012, selon les données recueillies par le COBP et la CLASSE (<http://www.cobp.resist.ca/>), plus de 3 000 personnes ont été arrêtéEs et/ou judiciariséEs pour leur participation dans les activités liées à la grève étudiante ou à la crise sociale au Québec. Parmi celles-ci, plusieurs sont soumises à des conditions de libération draconiennes, y compris des couvre-feu, la non association avec quiconque est visé par une cause criminelle pendante (!) et, dans au moins trois cas, le bannissement total du territoire de l'île de Montréal jusqu'à la résolution de leur dossier ! Et la grève n'est pas finie ! Nos camarades ont besoin de notre soutien !

Les efforts de soutien sont partagés entre plusieurs groupes, dont le Comité légal de la CLASSE, la campagne de financement JDAN <http://jedonneanous.org/> et le Fonds de défense légale 2012 <http://www.fondslegal2012.org/>, le Réseau d'Entraide et de Solidarité avec les ArrêtéEs

CriminaliséEs (RESAC) <http://leresac.wordpress.com/>, le récemment re-constitué comité de soutien et d'autodéfense juridique de la CLAC, et diverses initiatives indépendantes, notamment liées aux Assemblées populaire autonomes de quartiers (APAQs).

Du 7 au 12 août 2012, aura lieu à Montréal et ailleurs une **Semaine contre les prisons** (<http://contreesprisons.blogspot.ca/>). Ce sera l'occasion de se familiariser avec les luttes courantes contre la criminalisation et le complexe industriel carcéral.

Pour savoir comment vous impliquer dans le travail de soutien, pour obtenir des renseignements ou pour joindre le comité de soutien et d'autodéfense juridique de la CLAC, veuillez écrire à defense@clac-montreal.net.



Autochtones, résistances et colonialisme : des luttes qui nous concernent toutEs

« [Le Plan Nord] est à compter d'aujourd'hui l'un des plus grands chantiers de développement économique, social et environnemental de l'histoire du Québec ». - Jean Charest

Notre réalité est marquée par la concentration continuellement accrue des richesses financières résultant de la mondialisation économique et politique du néolibéralisme aux mains d'une minorité. Parallèlement, 2011-2012 se démarque par l'émergence d'une lame de fond, d'une puissance rare, qui a ébranlé les régimes dictatoriaux et libéraux. Du Caire à Washington, en passant par les rues de Montréal, ceux qui assument détenir le pouvoir sur la société voient leur autorité remise en question, et les bases de l'édifice social se fissurer. Partout, un constat se pose : le capital est en guerre pour la possession de la moindre parcelle de terre et, avec elle, l'âme et la liberté de celles et ceux qui y vivent. Partout, l'on rend les coups.

Force est de constater que nous sommes en première ligne des combats qui touchent environnement, peuples autochtones et économie libérale. En ce sens, le colonialisme se présente à nous sous l'aspect de l'économie de marché. Il s'agit d'une lutte pour la terre, une guerre des gouvernements et des possédants contre l'autodétermination des communautés autochtones et blanches qui vivent du territoire. En instaurant de vastes plans de développement industriel qui nient le droit à l'autodétermination, où la circulation des biens et des capitaux prime sur la liberté collective, les États réaffirment leur privilège d'oppression, vieux comme le commerce impérial et colonial. Le privilège de la minorité possédante sur la terre et les habitantEs se trouve renforcée chaque fois qu'un barrage d'Hydro condamne une rivière sur les terres volées du Nord.

Que ce soit par la création de tables de concertation bidon, comme celles sur l'éducation, qui servent à justifier la privatisation du savoir, ou celles qui donnent un semblant de légitimité aux projets industriels, l'État se sert d'un succédané d'écoute pour justifier ses actions. Prétendant avoir consulté, il peut alors acheter le silence des élites locales, que ce soit les conseils de bande ou les rectorats, et poursuivre l'imposition d'une culture élitiste avec la complicité des oppresseurs de seconde catégorie, les flics et les fonctionnaires du développement économique. Heureusement, la résistance se fait de plus en plus vive. Depuis les années 1990, les InnuEs résistent activement à la destruction par Hydro-Québec de leur territoire. Les Mohawks ont montré au monde qu'un terrain de golf valait moins qu'un cimetière à Oka en 1992. Depuis 1996, le mouvement étudiant prend son élan. Là bas, ce sont les Conseils régionaux des élus, les Conseils régionaux en environnement et les conseils de bande; ici, ce sont les rectorats, les fédérations étudiantes et les élus municipaux. Par l'imposition de ses outils d'opresseur, comme les injonctions qui permettent le démantèlement des barricades sur les routes bâties en terres volées, ou par ses lois spéciales, l'État tente d'écraser la base dont dépend le vol organisé des ressources.

Cette perspective de lutte n'est pas simple : « il est impératif de comprendre qu'être autochtone n'est pas simplement une identité, mais un mode de vie qui est étroitement lié à la relation des peuples autochtones au territoire et tous/toutes ses habitantEs. Les luttes autochtones ne peuvent pas simplement s'accommoder au sein d'autres luttes; elles demandent une solidarité selon leurs termes propres ». - Harsha Walia, activiste de la Côte-Ouest, dans l'antiracisme, l'anticolonialisme et de justice pour les immigrantEs.

En effet, si l'on se concentre sur le règlement des problèmes des colonisateurs, comme par exemple la réforme de l'État pour des redevances minières plus justes, l'on mettra tout de même en danger ce qu'est le vécu autochtone. Sans comprendre les sens du mot souveraineté autochtone, comme autodétermination, comme résistance, nous poursuivons l'œuvre coloniale de nos ancêtres en perpétuant le droit et le pouvoir des



blancs en « Amérique », l'Île de la tortue. Sans jamais être compris comme fixe, ce vécu ne saurait être assimilé à nos concepts du social, du politique. Dans plusieurs langues américaines, le mot État, ou gouvernement, ne se prononce que dans la langue des colonisateurs.

Comme le disaient les Zapatistes, « nous avons besoin d'un monde où plusieurs mondes coexistent ». Nous avons besoin de réalités plurielles, qui permettent aux autochtones de ne pas voir leur culture constamment envahie par des concepts blancs, mais qui ne la fige pas non plus dans les pages de ses manuels d'anthropologie. Nous avons besoin de reconnaître nos résistances mutuelles face à la machine du capital et son bras politique et culturel, l'État national, pour espérer parvenir un jour à une réelle autodétermination des peuples. Ici comme ailleurs, notre meilleure arme est la solidarité et le sabotage des infrastructures de production, par la grève et l'action directe. Pour nous toutEs, c'est une question de survie : accès aux terrains de chasse, accès



L'État colonial est extérieur à la société colonisée, comme le régime britannique est étranger aux peuples d'ici. L'État néocolonial, celui des libéraux et des péquistes, élu sur des bases démocratiques et parlementaires, a en main les outils du pouvoir colonial : les lois spéciales, la police, l'armée et les services des grands capitaux. Il est la continuité du colonialisme d'autrefois, avec ses corporations et ses projets d'occupation du territoire. Il est étranger aux populations qu'il gouverne. Il est au service de l'économie mondialisée, qui veut un **Plan Nord**, qui veut des **gaz de schistes**, qui veut la **privatisation des universités**, des **services de santé** et le **contrôle culturel** de la société à travers les médias. Les autochtones n'ont ni besoin du génocide culturel des anglophones, ni des francophones : ce sont les britanniques qui ont adopté la *Loi sur les Indiens*, mais les nationalistes de Duplessis qui ont bâtis les pensionnats et les écoles résidentielles. Le vrai sens du mot souveraineté n'est pas une armée Canadienne qui envahit l'Afghanistan en notre nom, ni la SQ qui brutalise les Innuat pour le compte d'Hydro-Québec. La souveraineté est une relation au territoire, libre et respectueuse. Elle n'a pas besoin de parti politique. Elle n'a pas besoin de corporations.

à un univers de compréhension exempt d'impératifs capitalistes. La terre et la liberté, du Grand Nord à Ici. Et ce droit est le plus fondamental, le seul que la révolte ne niera jamais.

« Ils veulent détruire notre esprit [...] Ils veulent que nous continuions à offrir respect et légitimité à leurs formes de pouvoir... Le vrai pouvoir est naturel. Une tempête de neige est naturelle, tout comme un ouragan et un tremblement de terre. Ces choses naturellement fortes qui viennent de la terre ne peuvent pas être contrôlées par l'humain. Le gouvernement ne veut pas que nous reconnaissons qu'en tant que personnes nous transportons en nous ce pouvoir naturel ». - Anna Mae Pictou-Aquash, militante du AIM (American Indian Movement), déclaration à la cour du Dakota du Sud.



Indigenous Solidarity & Resistance

A revolutionary movement that does not address the reality of the original inhabitants of the land is a movement doomed to failure. We believe that one of the reasons that past revolutionary movements have failed miserably in their attempts to create a free, egalitarian society, is because they have not adequately addressed issues concerning the right of indigenous peoples to secession, sovereignty, or self-determination.

Movements that don't attempt to build egalitarian relations with Indigenous communities and assist them in their struggles for autonomy will never have the support of those communities. In fact, if a supposedly "revolutionary" movement does not address the issue of de-colonization, it will most likely only contribute to the marginalizing of Native peoples and turn them into enemies.

State-communist movements have been outright genocidal in their practice towards indigenous peoples. These movements regard indigenous peoples as "pre-capitalist" artifacts that stand in the way of socialist evolution and industrial progress. The conditions faced by indigenous people's under "revolutionary" "communist" governments and proto-governments in Russia, China, Vietnam, Nicaragua, Peru, Columbia, and elsewhere, have differed very minimally from the oppressive conditions they faced under capitalist governments.

The anarchist movement does not share the communist movement's gross history of subjugating indigenous peoples, but anarchists have largely failed to address the reality of indigenous peoples at all. This is extremely unfortunate because the anarchist movement finds natural allies in the Indigenous sovereignty movement.

Many anarchists regard Native issues as "nationalist" and therefore irrelevant. This is extremely flawed because it holds that any distinct culture that takes action against a colonial power is "nationalist". Some Indigenous movements are indeed "nationalistic" – but usually not in the sense of a nation-state, but rather in terms of a distinct culture with distinct customs that has the right to exist freely within its own bioregion. The efforts of Native peoples to declare their sovereignty is often fully consistent with the anarchist desire for decentralization.

Our movement needs to realize that the struggles of Native peoples are issues that should be of major concern to all who consider themselves opponents of oppression. Indigenous peoples have always engaged in struggles against the state, industrial expansionism, and corporate exploitation. They are the only communities that have maintained a relatively harmonious relationship with the natural world. They have and continue to wage impressive battles against the status-quo. These battles often have the objective of forcing corporations off of sacred land, rejecting the arbitrarily imposed laws and ordinances of the State, and ending industrial developments which threaten the well-being of humans and animals. These issues are fully consistent with anarchism, and here we find the potential for powerful alliances between sincere anarchists and radical ecologists, and Native peoples.

Anarchist solidarity with Native peoples must not resemble, in any shape or form, the "solidarity" of "New-Age" cultural appropriationists – whose idea of "solidarity" with Natives really consists of stealing their traditions and exploiting them for personal gain and profits. Rather, anarchist solidarity with Natives must be genuine, concrete, and, most importantly, egalitarian. When our support is welcomed by them, we should accept it and join them on the frontlines in the battle against colonial domination.

This article is from:
<http://unsettlingamerica.wordpress.com>

Anticapitaliste! Anticolonial!

Le capitalisme comme nous le connaissons ne pourrait exister sans les terres, les ressources et le travail fournis par la colonisation. Parce que le processus d'industrialisation dépend des ressources fournies par l'invasion impérialiste et le pillage subséquent des Amériques, de l'Afrique, de l'Asie du Sud-Est et d'autres nations colonisées du monde, ce n'est pas une coïncidence que les premières nations industrialisées ont émergé des empires coloniaux d'Europe. Aussi, la constante expansion requise par le système capitaliste est plus souvent qu'autrement rendue possible par la colonisation. Le capitalisme est basé sur le vol des terres des peuples autochtones – la colonisation se traduit par le pillage des ressources, l'exploitation de leur travail à la fois à travers l'esclavage et l'esclavage salarié, ainsi que par la transformation de leurs cultures en capital pour servir les nouveaux marchés. Le capitalisme dépend de la colonisation pour exister.

Ce processus continue aujourd'hui parce qu'entre autres le colonialisme intensifié offre au capitalisme un potentiel de réponse à la crise financière globale. Le gouvernement du Québec l'a reconnu clairement en mettant de côté des milliards de dollars pour son Plan Nord colonial, même s'il se serre tellement la ceinture qu'il a coupé dans tous les services sociaux. Au moment où l'augmentation du prix du pétrole rend envisageable, selon la logique du capital, le fait d'extraire du pétrole d'une manière absurde, inefficace et écocide comme c'est le cas dans les sables bitumineux, l'importante crise financière fait de régions éloignées comme la Côte-Nord de splendides candidates pour la construction d'infrastructures industrielles de plusieurs millions de dollars. Nous devrions appréhender que ce

type d'expansion coloniale va accroître la volatilité des marchés globaux et nous devrions reconnaître que ça sera un champ de bataille important dans les années à venir. La continuité de la colonisation va prolonger la durée de vie du capitalisme.

Des personnes autochtones sur toute l'«île de la Tortue» ont défendu leur territoire avec acharnement pendant des siècles. Regardons les exemples historiques pour en tirer des leçons et nous trouverons que les anticapitalistes n'ont pas toujours été solidaires de ces luttes et ont souvent trahi les autochtones et autres personnes colonisées qui se battent contre l'invasion capitaliste. Un des premiers exemples à survenir plus tôt dans l'histoire des luttes ouvrières en Amérique du Nord fut le «succès» de la campagne pour la journée de 10 heures en 1830, qui fut accompagné du succès militaire de l'armée américaine dans les Guerres séminoles. Cette conquête militaire contre les guérillas autochtones et noires, accompagnée de l'annexion de la plupart du Mexique en 1840, a fourni à la classe dirigeante capitaliste les ressources nécessaires pour offrir des concessions au mouvement militant ouvrier. Similairement, quand la révolution mexicaine émergea en 1910, alors que certainEs membres de l'Industrial Workers of the World (IWW) (la plus grande organisation anticapitaliste de l'époque en Amérique du Nord) ont supporté les Zapatistes (de l'époque) et se sont même battuEs à leurs côtés, l'organisation dans son ensemble a refusé d'exprimer sa solidarité avec le soulèvement. Plusieurs wobblies ont craint que de supporter cette lutte allait leur aliéner leur base blanche et mettre en danger leur



capacité à obtenir de meilleures conditions de travail. Un exemple plus contemporain est survenu durant la grève étudiante et les manifestations confrontationnelles contre le Salon du Plan Nord à Montréal. Malgré les propositions anticoloniales faites à leurs congrès, la CLASSE n'a jamais pris de position claire contre le Plan Nord et en solidarité avec la résistance autochtone. Cela en partie parce que des redevances pouvant provenir des activités minières du Plan Nord pourraient être utilisées pour rendre l'éducation gratuite. La CLASSE a depuis adopté une position anticoloniale, mais n'a toujours pas développé de point de vue officiel concernant le Plan Nord. Comme dans le cas de luttes anticapitalistes antérieures qui n'avaient pas de base anticoloniale, la grève étudiante actuelle court le risque de procurer aux colons une plate-forme pour qu'ils/elles exigent leur part du gâteau colonial, supportant l'oppression et l'exploitation continues des autres.

(suite page suivante)



Résister au Plan nord

Information aux potentiels salariéEs



Vous pensez chercher de l'emploi au sein des projets du Plan Nord?

Avant de vous lancer, il serait sage de vous informer sur les faits et sur certaines questions éthiques que ce choix implique.

Il existe une opposition bien réelle au Plan Nord, notamment au sein des communautés Innues du Nord-est du Québec.

Les InnuEs revendiquent la reconnaissance de leurs droits ancestraux et de leur pouvoir d'autodétermination sur leurs terres, *qui n'a jamais été cédée* aux gouvernements québécois ou canadiens, ni régulée par un traité. Sur le territoire Innu, le Nistassinan, l'imposition des projets de développement par le Plan Nord est violente : il s'agit de terres volées.

Les communautés innues protestent contre l'imposition de mégaprojets sur leurs territoires. Ces projets compromettent leurs activités traditionnelles, comme la chasse et la pêche.

La communauté d'Uashat Mak Mani-Utenam a exprimé une claire opposition au projet d'Hydro-Québec, l'harnachement de la rivière Romaine. Ils et elles ont voté, lors de deux référendums, contre les lignes électriques passant sur leurs terres. Récemment, la route menant au chantier a été bloquée et les camions de construction et de transport du matériel stoppés. Le gouvernement a réagi en envoyant la police anti-émeute, qui procéda à de nombreuses arrestations, pour la plupart de femmes et d'aînéEs.

L'opposition est répandue et se répand.

À travers les Premières Nations et les communautés blanches, l'opposition à l'extraction d'uranium est de plus en plus forte, tant sur la Côte-Nord qu'à travers le Québec. Le risque de contamination des cours d'eau est tellement sérieux qu'à Sept-Îles les médecins et docteurEs de la ville ont menacé de démissionner si l'exploration minière ne cessait pas.

Plus de 40 femmes innues ont marché plus de trois semaines de leurs communautés à Montréal, en signe de leur opposition au Plan Nord.

Selena Grégoire, l'une d'elles, a récemment expliqué pourquoi : « Si le Plan Nord passe, nous sommes finies. Ça va détruire notre territoire. Je le fais pour mes enfants, pour qu'ils ne perdent pas notre mode de vie, pour qu'ils puissent sortir et chasser dans la forêt quand ils seront plus vieux. Nous devons protester pour qu'ils reconnaissent nos droits ».

Une question Éthique qui se pose avant d'aller travailler pour le Plan Nord.

Est-ce que le projet pour lequel vous voulez travailler est supporté par les Autochtones à qui appartient la terre que vous exploitez?

Êtes-vous conscientEs de l'histoire, passée et présente, de la colonisation des territoires autochtones au Québec, particulièrement au Nord? Voulez-vous travailler à retirer des bénéfices salariaux du Plan nord, au détriment des populations qui habitent et dépendent des territoires nordiques? Est-ce là une job comme une autre?

Ce n'est pas qu'un emploi, ce n'est pas qu'une job. C'est un projet colonial et une destruction environnementale.

Votre participation est une complicité.

(suite de *Anticapitaliste! Anticolonial!*)

Ça ne veut pas dire que les colons ne doivent pas lutter pour de meilleures conditions de vie ou que nous ne pouvons pas célébrer de petites victoires dans notre lutte contre le capitalisme. Mais si ces victoires sont achetées au prix du sang autochtone, si les concessions que nous gagnons sont liées à l'intensification du processus de la colonisation, alors ce ne sont pas des victoires. Le capitalisme dépend du colonialisme pour la continuité de son expansion et le butin acquis du pillage colonial permet non seulement à la classe dirigeante de s'enrichir, mais procure également les miettes nécessaires à la pacification des mouvements sociaux à l'intérieur de la société coloniale. Permettre à ce processus colonial de continuer sans le confronter constitue non seulement une trahison des luttes autochtones pour l'autodétermination, mais assurera également la défaite de toute lutte anticapitaliste dans le futur. **Alors, pour nous, lutter en tant qu'anticapitalistes signifie que nous devons lutter aussi en tant qu'anticolonialistes.**

Plusieurs cultures autochtones basées sur leurs relations à la terre ont procuré d'inspirants exemples de ce que pourrait être vivre sur cette planète sans la détruire, à l'extérieur du mode de production capitaliste. Parce que la terre est si importante pour tant de nations autochtones, ce n'est pas une surprise si le colonialisme tend à vouloir déposséder les peuples autochtones de leurs terres et de rendre impossible le fait d'en vivre. L'État colonial canadien a initialement accompli ce processus en parquant les autochtones dans des réserves. Mais, maintenant, même ces parcelles de terres sont menacées. Le *Livre blanc* de 1969 nous donne un petit aperçu de la prochaine phase de colonisation envisagée par le gouvernement canadien. Ce dont ce document produit par le Ministère des Affaires autochtones fait la promotion, entre autres, est la conversion des terres communales des réserves en propriétés privées qui peuvent être vendues et achetées sur le marché capitaliste. Malgré que ce document fut critiqué et que le gouvernement fédéral aie été obligé d'abandonner les pratiques proposées, le gouvernement Harper continue de promouvoir des politiques similaires. À certains endroits, des processus de privatisation des terres sont entamés et la «municipalisation» des réserves autochtones (processus qui transforme une réserve autochtone en une municipalité qui est encore plus sous le contrôle des États provinciaux et fédéral). Cela peut être entrevu dans le cas des ententes autour des revendications globales où certaines des Premières nations abdiquent leurs revendications territoriales pour de maigres compensations monétaires ou dans la législation, comme dans le projet de loi S-24, qui a pour but d'assimiler la réserve non officielle de Kanasatake à la municipalité d'Oka.

C'est à travers cette imposition des relations capitalistes sur ce qu'il reste des terres autochtones que



le colonialisme cherche à triompher. La résistance autochtone à cette phase de la colonisation est largement répandue, mais, pendant ce temps, il y a d'autres invasions de terres autochtones qui s'opèrent. Pour les raisons discutées plus haut, cela prend la plupart du temps la forme du développement capitaliste, que ce soit celle de nouveaux développements immobiliers, de développements industriels ou, encore plus couramment, d'extractions de ressources.

Leur lutte pour l'autodétermination met les peuples autochtones aux lignes de front des luttes contre l'expansion capitaliste et elles/ils résistent généralement à ces projets beaucoup plus efficacement que le mouvement anticapitaliste lui-même. L'arrêt de l'expansion du golf à Oka en 1990, comme la campagne de réappropriation à Douglas Creek par des défenseurEs de la terre à Six Nations, sont deux exemples plus connus, mais le fait est qu'il y a beaucoup d'exemples.

Si nous sommes vraiment pour être en solidarité avec les luttes autochtones, nous devons faire plus que de nous entasser pour supporter leurs actions quand ils arrivent. Nous devons confronter les systèmes de pouvoir qui donnent lieu à ces conflits. Cela ne sert à rien de rester à distance tout en prenant pour le «bon» camp. Nous devrions plutôt analyser les conflits et trouver des façons de nous engager dans la lutte. Les peuples autochtones partout dans le monde sont engagés dans la lutte contre le capitalisme et notre solidarité ne veut pas dire grand chose si nous ne nous engageons pas dans la lutte elle-même. **Alors, notre lutte anticoloniale doit être aussi une lutte anticapitaliste.**

Nous n'appelons pas à la charité avec des autochtones parce qu'elles/ils sont «moins chanceux»/«moins chanceuses», pas plus que nous appelons à une alliance cynique et au service de nous-mêmes avec les peuples autochtones. Nous appelons à la solidarité avec toutes les luttes anticoloniales et anticapitalistes et nous insistons pour qu'une analyse anticoloniale et anticapitaliste soit présente dans tout notre processus d'organisation.

Le Collectif de solidarité anticoloniale

indigenoussolidaritymontreal.net

indigenoussolidaritymontreal@gmail.com



L'organisation quossa donne?

On peut différencier deux niveaux organisationnels dans la grève étudiante: le niveau associatif et le niveau affinitaire. L'organisation associative comprend les myriades d'associations et leurs différentes fédérations et regroupements. Elles furent le catalyseur de l'organisation affinitaire: l'impossibilité physique d'aller en classe a mis ensemble des milliers d'individus intéressés au changement social.

Ici nous nous intéressons aux individus qui se sont regroupés sur des bases affinitaires (politiques ou personnelles), se lançaient dans la création de groupes ponctuels ou permanents, visant soit des idéaux (destruction de fédérations réformistes, féminisme, anarchisme, anticapitalisme, etc.) ou la mise en place d'un type d'action particulier (action directe, illustration et propagande, support alimentaire, actions artistiques, etc.

L'organisation c'est quoi

L'organisation prend forme lorsque des individus se regroupent sur la base d'affinités ou d'idéaux politiques communs et que ceux-ci se donnent des mandats précis par rapport une lutte choisie visant la réalisation de ces idéaux. Les individus restent libres: ils s'engagent entre eux à défendre des intérêts communs, mais ils peuvent continuer de travailler sur d'autres projets et ne sont pas nécessairement représentants du groupe en tout temps.

Lorsqu'on décide de mettre en place une organisation, on n'oublie pas l'amitié et le plaisir d'organiser ensemble, on ne fait que clarifier la raison d'être du groupe en lui définissant des objectifs politiques et en se dotant d'un mode de fonctionnement visant à mieux structurer la lutte. Lorsqu'on crée un espace pour une idée bien particulière, on se donne la chance de rester centrés sur celle-ci pour faire des réflexions. On crée un espace pour réfléchir plus en profondeur et moins en largeur. Cela nous permet par exemple de tenter de comprendre ensemble comment une attaque spécifique affecte notre communauté et de mettre en commun des expériences et connaissances pour connaître comment les autres communautés ont pu se défendre dans des contextes similaires historiquement.

Certains individus choisiront de se réunir sur une base affinitaire plutôt fermée, privilégiant l'association avec des amiEs qui se connaissent déjà bien afin de pouvoir mener des actions qui nécessitent un degré de confiance plus grand entre les individus. Ce type de groupe est plus fluide et informel. D'autres personnes choisiront de former des organisations ouvertes plus structurées, ouvertes et visibles, qui facilitent davantage l'inclusion de nouveaux membres et la plus diffusion plus large de leurs idées. Elles permettent également de mener des mobilisations de plus grande ampleur et de construire un mouvement à plus long terme, puisqu'elles sont en général plus stables.

Les groupes se développent en mettant en place des actions, des rencontres, des événements publics, des campagnes et des mobilisations. En se faisant, ils découvrent les individus dans leur communauté prêt à les supporter ou à entrer avec eux dans la lutte. Ainsi, les individus impliqués deviennent une charnière pour rejoindre leur communauté et plus ils évoluent sur une longue période, plus ils sont à même de rejoindre un plus grand nombre de personnes.

Puisque l'État s'attaque à tous et toutes, lorsque les individus s'organisent ensemble sur ce qui leur tient à cœur, cela leur donne la possibilité de discuter et de planifier entre eux comment

mener à bien leur lutte, comment articuler leur message, d'analyser les raisons et les conséquences des attaques dont ils sont victimes (répression, surveillance, criminalisation) et de décider ensemble des actions qu'ils sont prêts à mettre de l'avant.



Mieux encore, l'organisation dépasse les individus qui la compose; alors que de nouvelles personnes défendant le même idéal rejoindront le groupe, d'autres quitteront mais poursuivront la lutte en créant leur propre groupe et modus operandi. D'autres encore ayant été inspirés par une organisation ou une autre créeront de nouveaux collectifs et deviendront des groupes alliés contribuant ainsi à renforcer le mouvement. Dans le cadre de l'organisation égalitaire, cela réduit le culte de la personnalité puisque celle-ci fonctionne de manière horizontale et que chaque individu est redevable envers le groupe du travail fait en son sein.

Les idéaux défendus par les groupes, collectifs et organisations, sont souvent négatifs dans un premiers temps; on combat l'autorité, le patriarcat, l'hétérosexisme, le capitalisme, etc. Toutefois, plus on s'oppose à des forces en présence dans la société, plus on comprend les formes d'oppressions qui y sont reliées, et plus on tente, à l'intérieur du groupe de créer un espace positif: proféministe, queer-friendly, anti-raciste, libertaire, etc. De plus, les oppressions sont reliées entre elles: on ne peut cibler « les plus pauvres » sans cibler de manière disproportionnée les femmes, les autochtones, les personnes en situation de handicap, etc. C'est ainsi que certains peuvent dire qu'une fois qu'on a reconnu une forme d'oppression on peut reconnaître les autres et ainsi analyser notre rôle quand à ces autres formes de domination et travailler à construire des espaces égalitaires qui mettent en pratique les idéaux pour lesquels on se bat.

Lorsque ces différentes formes de dominations sont combattues en un ensemble cohérent, on parle de préfiguration, au sens où l'on montre la figure de la société que l'on désire voir se former. On tente de créer des bases pour une réelle égalité malgré les inégalités sociales. Cet effort conscient se lie à l'effort individuel pour éviter d'opprimer les autres. Cela ne veut pas dire que les individus sont meilleurs, simplement qu'ils tentent de progresser dans la bonne direction. Les organisations tendent à un double combat, permettant un processus de sensibilisation et d'épanouissement des individus en son sein, en même temps qu'elles agissent politiquement vers l'extérieur pour transformer la société.

Les positions de privilège et d'oppression existent aussi dans nos groupes; nous devons en prendre conscience, puis les confronter et les combattre, si nous voulons mener un processus de transformation sociale sincère et réel. Chez les étudiantes et étudiants, on voit des aspects de solidarité importants: on parle de féminisme, de solidarité avec les peuples autochtones, des luttes queers, des mères étudiantes et des étudiantEs étrangers, etc.

Enfin, les organisations mises en place évoluent dans des systèmes. Les groupes collaborent entre eux, les individus participent à plusieurs groupes et partagent des informations, les groupes se critiquent, se divisent. La diversité des opinions et des formes d'organisation est saine car c'est elle qui fait avancer les idées et les pratiques. C'est dans cette communauté que l'on espère que se créera la société de demain.

L'organisation dans la grève

Au premier abord, les étapes de la grève étudiante ont été franchies par la force du nombre et la radicalité développée par les individus. À l'UQÀM, beaucoup ont vécu leur grève sans trop de groupes forts: différents collectifs, actifs à différents niveaux, faisant différentes choses, avec quelques sporadiques conseils de grève. Toutefois, on ne peut ignorer l'importance de certaines manifestations dans le contexte de la grève: le 15 mars, le 22 mars, le salon du Plan Nord, le congrès du Parti Libéral, le 1er mai ou le Grand Prix, et le fait que ces manifestations aient toutes été, à une exception près, organisée par des groupes hors du mouvement étudiant.

On ne se leurre pas: les événements publics du Parti Libéral et de l'élite capitaliste étant normalement connus à l'avance, conjugué avec le fait que les actions étudiantes étaient généralement annoncées à peine quelques jours d'avance, tandis que les groupes hors du mouvement étudiant tendent à organiser leurs événements bien à l'avance, cela explique en partie pourquoi la plupart de ces manifestations n'ont pas été principalement organisées par les étudiantes et étudiants, bien que ceux et celles-ci allaient en être les acteurs et actrices principaux et principales.

Pendant la grève, la plupart des individus qui passaient dans les centres de coordination avait accès à une ou l'autre liste d'action et d'événements mis en place. Les gens étaient au courant des actions, mais ce qui faisait le choix entre une action ou une autre, était le fait qu'elle « avait l'air organisée ». C'est ainsi que la tradition confrontationnelle du 15 mars a donné à la police la réponse qu'elle méritait pour la manif-action du 7 mars, où un étudiant avait été gravement blessé à l'oeil.

Mais ce n'est pas qu'en terme confrontationnel que l'organisation a fait bénéficier le mouvement étudiant. Des groupes travaillant sur des enjeux spécifiques dans les différents campus ont élargi l'horizon politique des étudiantes et étudiants à la gentrification, aux luttes féministes, à la lutte antiraciste, à l'anticapitalisme, etc. Le capital reste bien armé contre nous toutes et tous, mais en s'ouvrant aux luttes des unes et des autres, on bâtit la solidarité dont on aura trop tôt besoin et on commence à construire l'embryon d'un mouvement social qui dépassera la grève étudiante actuelle.

C'est en ayant en place le matériel nécessaire à l'éducation et à la mobilisation avant la lutte que l'on peut permettre de frapper toujours plus fort. Les grèves et autres luttes conjoncturelles sont des instants où le nombre de personnes impliquées est tellement grand que la différence que font quelques organisateurs et organisatrices de moins est minimal. Mais si nous voulons que les efforts de cette mobilisation historique continuent de porter fruits même lorsque la grève sera terminée, il faut que les individus qui ont pris goût à l'émancipation libératrice d'un mouvement social qui se radicalise puisse continuer de s'impliquer dans des espaces de lutte que ce soit en joignant des organisations combattives existantes soit en créant de nouveaux groupes à leur image, selon leurs aspirations et idéaux. C'est pourquoi on vous incite à continuer la lutte d'ici la prochaine grève en contribuant à faire grandir la belle grande famille des anticapitalistes!



CLAC-Montréal

La Convergence des luttes anticapitalistes

Principes de fondation de la CLAC-Montréal :

1er principe : «Fonder la CLAC-Montréal sur un mode de fonctionnement antiautoritaire sur la base des principes de l'Action Mondiale des Peuples (AMP)*, à titre de convergence et de lieu d'organisation pour la gauche anticapitaliste radicale».

2ième principe : «Le vote individuel constituera la base décisionnelle de la CLAC-Montréal, tout en recherchant activement l'appui et la participation des groupes à ses campagnes et mobilisations».

3ième principe : «La CLAC-Montréal aura le mandat d'organiser deux assemblées régulières par année et des assemblées spéciales pourront être convoquées au besoin selon la conjoncture».

4ième principe : «La CLAC-Montréal aura le mandat de porter le discours anticapitaliste par l'organisation de campagnes et de manifestations, dont celle du 1er mai de chaque année».

Les principes de l'Action mondiale des peuples

- 1- Un rejet très clair du féodalisme, du capitalisme, et de l'impérialisme, ainsi que de tous les accords commerciaux, institutions et gouvernements promoteurs d'une mondialisation destructrice.
- 2- Un rejet très clair de toutes formes et systèmes de domination et de discrimination dont (et de manière non exhaustive) le patriarcat, le racisme et le fondamentalisme religieux de toutes croyances. Nous reconnaissons la dignité entière de tous les êtres humains.
- 3- Une attitude de confrontation, puisque nous ne pensons pas que le " lobbying " puisse avoir un impact majeur sur des organisations à tel point partiales et antidémocratiques, pour lesquelles le capital transnational est le seul facteur réel déterminant leur politique.
- 4- Un appel à l'action directe et à la désobéissance civile, au soutien aux luttes des mouvements sociaux, mettant en avant des formes de résistance qui maximisent le respect pour la vie et pour les droits des peuples opprimés, ainsi qu'à la construction d'alternatives locales au capitalisme mondial.
- 5- Une philosophie organisationnelle fondée sur la décentralisation et l'autonomie.

LES APAQs

Construire l'autonomie populaire

Dans les jours suivants le 18 mai, les quartiers de Montréal se sont mis à vibrer comme peu de gens avaient osé l'imaginer... Des milliers et des milliers... et encore des milliers de personnes descendaient leurs escaliers, casseroles en mains, pour grossir les rangs des marées humaines sillonnant Montréal soir après soir ...

Et puis, un désir de se parler s'est fait sentir... en quelques jours des APAQs, "Assemblées populaires autonomes de quartier", bourgeonnaient dans une dizaine de quartiers... poussées par un élan de solidarité envers la lutte étudiante accablée d'une loi spéciale.... ce mouvement populaire existe, il a déjà gagné...

«(...) le sentiment d'impuissance grandit et la colère reste. Le gouvernement n'a pas écouté nos revendications, pire, il les nie et les ridiculise. Mais le pouvoir est entre nos mains.» APAQ-Verdun

«Sur des terres dérobées au peuple Mohawk, dans ce quartier qui se nomme aujourd'hui Rosemont/Petite-Patrie, notre Assemblée populaire autonome de quartier (APAQ) se réunit en solidarité avec la lutte étudiante et contre la répression policière et politique et contre la Loi spéciale (Loi 78)» APAQ-Rosemont-Petite-Patrie

«En solidarité avec le mouvement étudiant, contre la loi 78 et pour élargir la lutte aux enjeux importants pour les habitantEs de notre quartier, venez échanger avec vos voisinEs afin d'identifier des réponses collectives!» APAQ-Villeray

«[Les assemblées] ont été l'occasion de connaître les voisines et voisins, échanger, discuter et décider collectivement comment nos communautés peuvent s'engager dans ce conflit, en solidarité avec la lutte étudiante et contre la répression policière et politique.» APAQ Pointe St-Charles

«Nos assemblées, nos publications, nos divers comités, nos événements, nos initiatives d'éducation populaire, sont autant de moyens de tisser une nouvelle solidarité dans notre quartier et de la partager avec quiconque se sent concerné et appelé par ce changement social majeur qui naît sous nos yeux.» APAQ Hochelaga- Maisonneuve

Des APAQs ont été vues également à Ahuntsic... Centre-Sud... Côte-des-neiges... Mile End... Notre-Dame-de-Grâce... Plateau... St-Henri... Ville Saint-Laurent... Vieux-Longueuil... St-Jérôme... Et hors des murs de la ville, quelques APAV - Assemblée populaire autonome de village - semblent aussi avoir vu le jour ...

"Désolé pour le dérangement, nous essayons de changer le monde"!



Les banques volent 1000 milliards de dollars^{1!!!}

Afin de tenter de cacher leur vulnérabilité depuis la crise des Subprimes et d'engranger des milliards, des institutions financières ont manipulé ou déclaré frauduleusement leurs taux interbancaires (Libor)². En tout, JP Morgan, Goldman Sachs, Barclays, etc. ont empoché 1000 milliards \$ US depuis 2006. 1000 milliards c'est quatre fois les revenus totaux du gouvernement du Canada. C'est la moitié du PIB de la Russie ou le double du PIB de la Suède!

La solution proposée par l'ex-patron de Citigroup, Sandy Weill, est de créer une loi sur les banques appelée le « Glass Steagall II », qui serait appliquée par les institutions internationales. IRONIQUE! Sandy Weill est un de ceux qui a milité pour abroger le « Glass Steagall I » aux US sous Bill Clinton, ce qui a créé la crise des Subprimes dans laquelle nous sommes encore aujourd'hui! Autre ironie, les institutions internationales sont au service des banquiers (Banque Centrale Européenne, FMI, etc.), centralisant encore plus le pouvoir économique et politique dans les mains d'une minorité au sommet d'une tour d'ivoire mondiale et enlevant encore plus de pouvoir au peuple.

Les assises du capitalisme sont les banques, puisqu'elles impriment et décident de la valeur des monnaies. Même les institutions financières supposément irréprochables, puisqu'elles surveillent toutes les autres (Libor), vampirisent les peuples. Ce qui démontre une fois de plus, que notre système économique est ignoble et se doit d'être éradiqué.

Le capitalisme est irréformable.

Autogestion, seule solution.

Fuck capitalism!

1- <http://www.lefigaro.fr/2012/07/06/20005-20120706ARTFIG00569-libor-le-scandale-qui-fait-trembler-la-planete-finance.pfp>

2- <http://fr.wikipedia.org/wiki/Libor>



SOLIDARITÉ AVEC LA GRÈVE GÉNÉRALE ÉTUDIANTE! LA CLAC APPUIE SANS RÉSERVE LE BLOCAGE DE LA RENTRÉE!

Le 4 août 2012, Montréal -- En mars dernier, la Convergence des luttes anticapitalistes avait signé une déclaration d'appui aux actions de perturbation économique coordonnées par les étudiantes et étudiants en grève pour faire valoir leurs revendications (http://www.clac-montreal.net/mars_2012). Cinq mois plus tard, alors que la « crise étudiante » s'est transformée en véritable crise sociale et que la prochaine bataille de ce conflit épique est sur le point de s'engager, la CLAC réitère son appui aux actions de perturbation, d'occupation et de blocage prévues pour la rentrée.

Inspirés par le courage et la ténacité des étudiantes et étudiants du Québec, nous répondons positivement et relayons l'appel crucial à « bloquer la rentrée » (<http://bloquonslarentree.com/>) dès le 13 août.



Dans le contexte piégé de la tromperie électorale, les invitations à la trêve et les incitations à voter « stratégiquement », ou « avec son cœur », ont déjà commencé à se multiplier. Mais qu'on choisisse ou non de participer au cirque électoral, ce serait une erreur fatale pour le mouvement de grève de baisser la garde et de se laisser pacifier à ce stade-ci du conflit. N'oublions pas que ce sont les moyens d'action directe qui ont permis au mouvement étudiant d'établir un véritable rapport de force avec l'État. C'est la multiplication quotidienne des manif-actions, blocages, piquets et occupations qui a donné à cette grève l'ampleur historique qu'on lui reconnaît aujourd'hui. Comme nous l'avions prévu, c'est l'attitude de confrontation propre à la tactique de grève générale qui aura permis d'ouvrir de nouveaux espaces démocratiques, de réunir différents secteurs de la société et d'exposer les liens qui s'imposent entre plusieurs enjeux cruciaux (éducation et néolibéralisme, développement industriel et colonialisme, corruption politique et déficit démocratique, etc.)

Tout comme nous ne croyons pas aux négociations polies et aux opérations de lobbyisme auprès d'un gouvernement néolibéral clairement défini par sa corruption et

sa malhonnêteté, nous ne croyons pas que de remplacer la clique de crosseurs au pouvoir permettra de résoudre les problèmes fondamentaux auxquels nous sommes collectivement confrontés. Se contenter de jouer le jeu de la démocratie représentative, c'est abdiquer son pouvoir politique tout en légitimant un système profondément illégitime.

Les faiseurs d'opinions de la droite ont pourtant raison sur un point : la lutte contre la hausse des frais de scolarité n'est qu'un prétexte. Ce contre quoi les radicaux se battent, ici comme ailleurs, hier comme aujourd'hui, c'est le système capitaliste dans son ensemble. L'insidieuse imposition de mesures néolibérales, telles que la marchandisation de l'éducation, en l'occurrence, n'est qu'une manifestation de la logique d'apartheid global qui déchire le monde : la logique de la guerre des classes. Le seul langage que les riches et leurs larbins comprennent, c'est la furieuse insurrection de celles et ceux qu'ils soumettent à leur violence continue. D'où l'importance de maintenir la pression en retournant sur les lignes de piquetage le 13 août. Faisons comprendre aux élites politiques et économiques du pays qu'ils ne se débarrasseront pas de nous avec quelques coups de baguette magique.

Nous réitérons donc notre appui aux étudiantes et étudiants en lutte et leur reconnaissons le droit inaliénable de déterminer la direction de leur propre mouvement. Mais nous espérons de tout cœur qu'elles et ils ne succomberont pas aux tentatives de récupération et de pacification qui ne manqueront pas de venir interférer avec leur processus démocratique.

D'une manière ou d'une autre, les militantEs anticapitalistes seront du côté des celles et ceux qui feront le choix de bloquer la rentrée.

En solidarité,
la Convergence des luttes anticapitalistes de Montréal (CLAC-Mtl)
www.clac-montreal.net

Bloquons la rentrée!

Depuis février dernier, les étudiantes et les étudiants du Québec sont en grève. Cette grève historique vise à empêcher une hausse de plus de 75% des frais universitaires. La hausse imposée par le gouvernement du Québec est la plus importante d'une série de mesures visant à privatiser l'éducation. Depuis le début du conflit, la résistance a été farouche, les étudiantes et les étudiants ont bloqué des ponts, occupé des ministères et menacé les racines même de la logique du pouvoir.

En mai dernier, le gouvernement a adopté la Loi 12 (le projet de loi 78 ou Loi spéciale) criminalisant la grève, bafouant la liberté d'expression et d'association et forçant les étudiantes et les étudiants à reprendre leurs cours en août. Cette loi décriée par tous, même par l'ONU, a eu pour effet de faire augmenter la répression à des niveaux qui rappellent les pires moments de notre histoire.

Des immenses manifestations nationales jusqu'aux manifestations de casseroles, en passant par la mise en place d'assemblées populaires, la population a su exprimer sa rage de diverses manières, mais le combat le plus dur reste à venir. Car pour maintenir la grève vivante, il faudra briser la loi spéciale et bloquer la rentrée scolaire que le gouvernement essaiera de forcer dès le 13 août.

En tant que travailleur-ses, voisin-es, étudiant-es, chômeu-ses, il est maintenant temps de s'unir pour refuser cette fausse austérité que le capitalisme et ses sbires nous imposent. Mais pour que l'on puisse s'unir, lutter et rêver ensemble, il faut déjà que la grève étudiante perdure. Cette grève étudiante a toujours été bien plus qu'un combat de chiffres, elle est le fer de lance de cette nouvelle société qu'il nous faut bâtir. L'issue de cette grève sera donc déterminante pour les années à venir.

Des centaines de peuples et des millions de personnes luttent quotidiennement contre les mesures d'austérité hypocritement érigées en vérité par des gouvernements corrompus et avides de faire fructifier les profits de leurs contributeurs. La grève étudiante du Québec est un microcosme d'une lutte sociale d'envergure, mais elle est également son baromètre. Nous lançons donc un appel à l'aide et à la solidarité afin de bloquer la rentrée forcée. Nous invitons tous ceux et toutes celles qui en ont les moyens à converger vers Montréal la semaine du 13 au 17 août. Parce qu'elle comporte le plus grand bassin d'étudiants et d'étudiantes en grève, Montréal sera le centre névralgique de la résistance à la rentrée forcée.

Pour plus d'informations concernant l'appel à la convergence, les directions, l'hébergement ou toute autre information, référez-vous au site suivant: www.bloquonslarentree.com

Convergence to block the return to class in Quebec !

Since February, students across Quebec have been on strike against a 75% tuition hikes. These students have maintained picket lines, disrupted classes, blocked bridges, and continually taken the streets in fierce resistance to the neoliberal agenda of the Charest Liberal government.

In May, the government passed the repressive and draconian Bill 78 (the "special law" or "law 12"), aiming to legislate striking students back to class in August and to criminalize dissent through the imposition of huge fines on individuals and associations seeking to continue the strike. The creation of this law has heralded an explosion of popular resistance of workers, students, and community members alike, through street demonstrations, direct neighbourhood-based democracy, and other initiatives.

As workers, students, and community members, we have come together to broaden the struggle into a social strike against neoliberal capitalism; to bring the fight beyond the universities and CÉGEPs and into our workplaces and neighbourhoods. But there can be no social strike without the student strike, and with the government-mandated return to class looming, we need your support! Throughout the week of August 13-17, striking Cégeps will be forced back to class by the Charest government, despite continued strike mandates voted by democratic student associations.

We know that capitalist austerity touches all of you in your own contexts, as governments the world over seek to whitewash their corruption and greed through the false rhetoric of cutbacks and privatization. We honour your local resistance but also seek your support as comrades in the struggle. The week of August 13-17 in the Montreal-area (where most of the striking Cégeps are located) is a crucial moment for the student strike. Either the strike will be crushed by Charest's "special law", or the strike will continue, with the support of individuals from all over Quebec, Ontario, the Maritimes and the USA converging onto Montreal between August 13-17. Join us in the streets and on the picket lines at CÉGEPs throughout this week. Consult <http://bloquonslarentree.com> for more details about housing and other useful information for anyone considering coming to Montreal to re-inforce the student strike.

All out against the "special law"! Block the return to classes! Strike back against neoliberalism! BACK TO CLASS MEANS BACK ON STRIKE !